

La réussite technologique,



le rôle de l'Etat Des plans en veux-tu en voilà

D.B.

Les autorités chinoises ont développé un système de planification très différent du modèle soviétique. « Le plan national quinquennal, élaboré par la Commission nationale du développement et de la réforme, donne l'orientation générale, les secteurs à privilégier, mais il ne fixe pas de quotas et contient peu ou pas d'objectifs chiffrés. Il sert de guide aux milliers de plans qui, à leur tour, sont élaborés au niveau des provinces, des districts, des municipalités », explique Nathan Sperber, chercheur à l'Université Tongji.

« Les dirigeants chinois ont très bien étudié l'histoire économique. Ils ont retenu que l'innovation ne résulte pas de l'activité d'une firme individuelle ; qu'elle est le produit de l'interaction de multiples acteurs, entreprises privées, universités, acteurs financiers privés et publics, institutions publiques, au sein d'écosystèmes qui ne naissent pas spontanément », embraye Benjamin Bürbaumer, maître de conférences à

En 25 ans, l'industrie chinoise s'est développée au point de mettre en péril l'automobile allemande. © AFP

Sciences Po Bordeaux.

« Si la nouvelle Chine capitaliste, qui émerge à partir des années 80, a commencé par copier les technologies occidentales, les autorités ont également fini par comprendre qu'il leur fallait, pour ne pas rester éternellement "retardataires", développer leurs propres technologies de pointe – notamment les technologies de rupture irriguant l'économie bien au-delà de leur secteur d'origine, comme les technologies de l'information et de la communication, et les énergies décarbonées. Le tournant est pris dès le milieu des années 2000 », ajoute-t-il.

Ainsi, des plans de développement technologique sont également déployés, sur d'autres horizons temporels – trois, cinq ou dix ans – et ne sont pas entièrement assujettis à la prévision quinquennale. Le plus connu, le plan Made in China 2025 lancé en 2015, épinglait ainsi dix secteurs dans lesquels ses entreprises devraient occuper le haut du pavé, de la robotique aux équipements de production d'énergie, des nouveaux matériaux à la bio-pharmacie.

« Tous ces plans, qui identifient les secteurs qui bénéficieront du soutien des pouvoirs publics indiquent une di-

rection aux entreprises, aux institutions financières, aux administrations publiques, aux universités, etc. », explique Mary-Françoise Renard, de l'Université Clermont Auvergne.

Le plan Made in China 2025 lancé en 2015, épinglait dix secteurs dans lesquels ses entreprises devraient occuper le haut du pavé

« Un Français, arrivant en Chine, constate avec un certain étonnement qu'il n'y a pas de préfet, de représentant de l'autorité centrale, dans les provinces ou les municipalités, que la Chine est, en réalité, un pays très décentralisé. De sorte qu'une question évidente se pose : comment ces milliers de plans peuvent-ils être globalement cohérents ? La réponse qu'on vous donnera en Chine et qui me semble correcte est la suivante : la nomination des cadres par le Parti communiste, à tous les niveaux de pouvoirs, et leur contrôle par des commissions d'évaluation et de discipline sont essentiels à l'intégrité et à la bonne marche du système », ajoute Nathan Sperber.

concurrence exacerbée On ne change pas un modèle qui gagne



D.B.

La vie économique chinoise n'est pas un long fleuve tranquille – et ne l'a jamais été. Depuis quelques années, l'économie est affaiblie par une grave crise immobilière. Et une concurrence impitoyable fragilise la situation financière des entreprises dans des secteurs – voiture électrique, batterie, panneaux photovoltaïques, notamment – censés être les nouveaux relais de la croissance et qui affichent des succès insolents à l'exportation.

« Les autorités, depuis 2024, nomment ce mal particulier "involution", qui désigne une concurrence exacerbée au point d'être destructive et dysfonctionnelle. Ce vocable désigne tout autant la guerre des prix entre entreprises, que la concurrence entre autorités locales pour attirer ou soutenir les entreprises locales en distribuant des subventions ou des avantages fis-

Une concurrence impitoyable fragilise la situation financière des entreprises dans des secteurs clés comme les panneaux photovoltaïques. © AFP

caux », explique Nathan Sperber (Université Tongji).

« Les commentateurs et les différents acteurs publics n'ont pas nécessairement la même analyse », poursuit Nathan Sperber. « Certains pointent une concurrence sauvage et sans garde-fou et proposent de discipliner les entreprises, en imposant, par exemple, le paiement plus rapide des fournisseurs ou en durcissant la réglementation sur les ventes à perte. D'autres mettent en cause l'interventionnisme tous azimuts des autorités locales et suggèrent une solution plus "libérale", via la politique du "grand marché national unifié", qui vise à réduire les distorsions de marché induites par certaines interventions publiques. Mais les autorités, si elles sont très conscientes du problème, ne considèrent pas qu'il s'agit d'une menace existentielle. Et n'envisagent pas de changer de modèle. »

« Consommer plus n'est pas l'objectif des autorités »

Mary-Françoise Renard (Université Clermont Auvergne) renchérit : « On répète, dans nos pays, que le modèle

de croissance chinois est déséquilibré, que la Chine produit trop et ne consomme pas assez. Mais consommer plus n'est pas l'objectif des autorités chinoises. Si elles peuvent opérer des aménagements à la marge, notamment parce qu'elles sont confrontées à un niveau de chômage très élevé chez les jeunes ou à la hausse importante des

inégalités, elles continueront à donner la priorité à la production. C'est le fondement du modèle chinois. Avec une préoccupation constante : limiter la dépendance à l'étranger. Ce qui n'est jamais acquis – comme le montrent les restrictions américaines aux exportations des puces les plus performantes vers la Chine. »

source d'inspiration Cinq leçons à tirer

D.B.

On ne transpose pas un modèle par décret. Le modèle chinois, à l'instar des modèles européens ou étas-unien, est d'abord le produit d'une histoire et d'une organisation politique particulières », prévient Mary-Françoise Renard (Université Clermont Auvergne). « Son fonctionnement repose sur un ensemble d'institutions, entendues au sens le plus large, qui, toutes ensemble, lui donne sa cohérence », ajoute Nathan Sperber (Université Tongji). « On ne peut pas isoler telle ou telle pièce du puzzle. »

N'empêche : « L'expérience chinoise montre que d'autres recettes tout aussi capitalistes, mais beaucoup plus interventionnistes, ont mieux fonctionné », remarque Benjamin Bürbaumer (Sciences Po Bordeaux). « Cela vaut la peine d'en tirer quelques leçons. » Dont la plus évidente, épinglée par nos trois intervenants : cibler les subventions aux entreprises et les assortir de conditions et d'objectifs.

Mais aussi : utiliser tous les outils dis-

ponibles, notamment la régulation et les normes, insiste Mary-Françoise Renard. « Pour l'Union européenne, qui démontre des ambitions environnementales et a développé un arsenal réglementaire, la déréglementation tous azimuts est une fausse bonne idée », assure-t-elle.

« L'exemple chinois montre tout l'intérêt de développer des stratégies qui ne passent pas par les budgets publics, qui existent certes dans les pays européens, mais à trop petite échelle », approuve Nathan Sperber. Sur la même ligne que les deux autres intervenants, il insiste sur la nécessité de mettre le système bancaire et financier au service de l'économie, notamment via le développement de banques publiques – comprenez : afin que l'allocation du crédit ne soit pas uniquement déterminée par la maximisation du profit des institutions financières. C'est d'autant plus nécessaire « quand les marges de manœuvre budgétaires sont limitées, face à d'énormes besoins de financement – pour l'innovation et la réindustrialisation, mais aussi l'atténuation et l'adapta-

tion au dérèglement climatique ».

Se méfier aussi des solutions faussetment évidentes, comme la baisse du coût du travail, via la réduction des cotisations sociales, financée par une baisse des dépenses sociales, en soins de santé ou en pensions. « Nos économies dépendent, bien plus que l'économie chinoise, de la consommation des ménages », insiste Mary-Françoise Renard. « Or, si la demande s'affaiblit, nos entreprises auront moins de raison d'investir. »

Le protectionnisme, que la Chine pratique, entre également dans cette catégorie, s'il n'est pas accompagné d'une véritable politique industrielle, insistent également nos trois intervenants. « La réindustrialisation, cela s'organise », résume Benjamin Bürbaumer. Qui conseille aux Européens de « relire (l'économiste autrichien) Schumpeter. Les Chinois l'ont lu très sérieusement – bien mieux que la plupart des économistes occidentaux, pour lesquels la flexibilisation, notamment du marché du travail, la déréglementation et la promotion du capital à risque suffiraient à "libérer" l'innovation ».

Les experts

Benjamin Bürbaumer

Benjamin Bürbaumer est maître de conférences en sciences économiques à Sciences Po Bordeaux et auteur d'un essai remarqué, *Chine/Etats-Unis, le capitalisme contre la mondialisation* (La Découverte, 2024), dans lequel il analyse la rivalité entre les deux premières puissances mondiales.



© CAROLE LOZANO.

Mary-Françoise Renard

Mary-Françoise Renard, professeure d'économie émérite à l'Université Clermont Auvergne, étudie l'économie chinoise depuis 30 ans et a notamment publié *La Chine dans l'économie mondiale. Entre dépendance et domination* (Presses Universitaires Blaise Pascal, 2021).



© D.R.

Nathan Sperber

Nathan Sperber est chercheur à la faculté de sciences politiques et de relations internationales de l'Université Tongji, à Shanghai, auteur d'une thèse de doctorat sur le rôle de l'Etat dans l'économie chinoise, qu'il a défendue à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris).



© D.R.